ATTENTATS À BAGDAD

Les auteurs sortaient d'une prison américaine en Irak

Les deux auteurs des attentats suicide du 19 août qui ont fait près de 100 morts à Bagdad avaient été récemment libérés d'une prison américaine dans le sud de l'Irak, a indiqué hier à l'AFP un haut responsable du ministère de l'Intérieur.

«Le kamikaze qui s'est fait exploser devant le ministère des Affaires étrangères a été libéré de camp Bucca il y a trois mois», a affirmé ce responsable en référence à la prison administrée par l'armée américaine dans le sud du pays.

«Le second a aussi été libéré il y a quelques mois de la même prison», a-t-il ajouté, soulignant que les deux kamikazes appartenaient au réseau Al-Qaïda.

Selon ce responsable, quatorze autres personnes, toutes membres d'Al-Qaïda, ont également été arrêtées par les services de sécurité irakiens, suspectées d'avoir participé à l'organisation des attaques contre les ministères des Affaires étrangères et des Finances qui ont fait 95 morts et 600 blessés. «La plupart d'entre eux ont été aussi libérés au cours des derniers mois de camp Bucca» et sont originaires des provinces de Ninive et Salaheddine (nord), a-t-il dit. «Jusqu'à présent, nous n'avons pas établi une connexion avec des pays étrangers», a insisté le responsable, semblant contredire la version officielle présentée la semaine dernière par les autorités irakiennes.

Celles-ci avaient affirmé, lors de la présentation d'un «suspect» à la télévision officielle, que les commanditaires des attaques étaient des membres du parti Baas de l'ancien président Saddam Hussein, basés en Syrie, qui se sont alliés avec des membres d'Al-Qaïda. Ces attaques ont également provoqué une crise diplomatique entre la Syrie et l'Irak.

Interrogé à propos de cette confession, le haut responsable n'a pas voulu répondre.

«Chaque individu avait un rôle précis. L'un était chargé d'acheter les véhicules dans différentes provinces, un autre était chargé de les faire entrer à Bagdad, et un autre de les piéger», a ajouté le responsable. Les camions ont été préparés dans le sud de Bagdad et du matériel a été découvert dans une maison du secteur. Un troisième camion bourré d'explosifs a été retrouvé dans le quartier de Salahia (centre), non loin de l'attentat devant le ministère des Affaires étrangères. Il était tombé en panne et n'avait pu être conduit jusqu'à sa cible, a précisé la même source.

Photo : DR

Lieu de l'attentat du 19 août qui a fait 100 morts.

L'administration pénitentiaire américaine a affirmé à l'AFP n'avoir «jusqu'à présent aucune preuve qu'un ancien détenu a été impliqué dans les attaques». «Le gouvernement irakien enquête toujours sur les attaques et il serait inapproprié pour nous de spéculer sur l'identité des personnes qui pourraient être impliquées», a ajouté le capitaine Brad Kimberly.

En mai, le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki s'était plaint de la libération trop rapide de prisonniers détenus par les forces américaines, une des causes selon lui d'un regain de violences.

Au total, 11 057 personnes étaient détenues en juin dans trois prisons contrôlées par l'armée américaine, camp Cropper, camp Taji (près de Bagdad) et camp Bucca, près de Bassorah, indique le commandement américain dans un communiqué.

IRAK

Maliki interdit aux convois officiels de bloquer la circulation

Le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki a interdit hier aux convois officiels, sauf le sien, ceux du chef de l'Etat et du président du Parlement, de bloquer la circulation pour faciliter leur déplacement.

«Il est interdit aux membres des services de sécurité de personnalités officielles de bloquer les routes lorsqu'ils circulent dans les villes», affirme un communiqué publié par le secrétariat général du gouvernement. «Cette directive ne concerne pas les convois du Premier ministre, du président de la République et du président du Parlement», les trois principaux personnages de l'Etat, ajoute le communiqué.

Pour la faire appliquer, il a été décidé de poster des éléments de la «police des polices» à des carrefours.

Cette mesure risque de ne pas être suivie d'effets car il est difficile pour des policiers sur le terrain de bloquer des convois de voitures puissantes remplies d'hommes armés. Le 31 mars, M. Maliki avait déjà annoncé des mesures pour mettre un terme à cette anarchie sans grand résultat. «A la suite de nombreuses plaintes, le Premier ministre Nouri al-Maliki a décidé de prendre des mesures strictes contre les convois officiels qui troublent la population en tirant en l'air ou en circulant à contre-sens», avait annoncé à la presse le porte-parole du ministère irakien de l'Intérieur, le général Abdel Karim Khalaf.

Les services de protection des responsables irakiens se livrent quotidiennement à des rodéos automobiles dans les rues de Bagdad pour se frayer un chemin dans les embouteillages monstrueux que connaît le capitale depuis la chute de Saddam Hussein en 2003, en raison de l'importation massive de voitures et des routes barrées ou rétrécies par des murs de béton.

ARABIE SAOUDITE

Le kamikaze a passé les contrôles de deux aéroports

Le kamikaze, qui a tenté d'assassiner un prince saoudien, a passé les contrôles de deux aéroports saoudiens sans que l'on détecte les explosifs qu'il portait, a indiqué hier le Centre américain de surveillance de sites islamistes (Site), en citant un communiqué d'Al-Qaïda.

Al-Qaïda dans la péninsule arabique, qui avait déjà revendiqué l'attentat, a identifié dans un second communiqué le kamikaze et donné des indications sur l'opération.

Selon le SITE, l'attentat, qui visait le responsable de la lutte antiterroriste du royaume, le prince Mohammed ben Nayef ben Abdel Aziz, a été mené jeudi soir par Abdallah Hassan Taleh Assiri, alias Abou al-Kheir, qui figurait sur une liste saoudienne de 85 personnes les plus recherchées d'Al-Qaïda.

L'auteur de l'attentat est mort et son corps «a été déchiqueté», selon les autorités saoudiennes. Aucune des personnes présentes n'a été atteinte et le prince a été légèrement blessé. «Avec la grâce de Dieu, il a réussi à entrer dans le palais et à faire exploser sa charge parmi les gardes après avoir passé les contrôles de sécurité des aéroports de Najrane (sud) et de Jeddah (ouest) et après avoir voyagé dans l'avion privé» du prince, écrit Al-Qaïda dans son communiqué.

«La nature de l'explosif et la méthode utilisée pour le faire exploser ne seront jamais connues», ajoute Al-Qaïda, gardant le mystère sur la composition des explosifs, comment ils ont été dissimulés et comment la charge a été déclenchée. L'attaque s'est produite à Jeddah au moment où le prince recevait des convives pour le féliciter pour le mois sacré musulman du Ramadan.

L'assaillant, un «terroriste recherché», avait exprimé son intention de se rendre au prince, qui avait accepté cette proposition, selon les autorités.

Le prince Mohammed est à l'origine de la création il y a trois ans d'un centre de réhabilitation pour remettre dans le droit chemin les activistes saoudiens libérés de la prison américaine de Guantanamo et certains islamistes radicaux arrêtés dans le pays.

Les Japonais votent massivement pour l'opposition et son programme social

Les Japonais ont voté massivement hier en faveur de l'opposition centriste qui a promis de mener une politique plus sociale, après 54 ans de règne des conservateurs sur la deuxième économie du monde.

Selon les premières estimations publiées par les médias, le Parti démocrate du Japon (PDJ) obtiendrait entre 298 et 329 sièges sur les 480 de la Chambre des députés, infligeant une cuisante défaite au Parti libéral-démocrate (PLD-droite), le tout-puissant parti conservateur, qui ne récolterait qu'entre 84 et 131 sièges.

Déjà majoritaire au Sénat, grâce à l'apport de deux autres partis d'opposition, les Démocrates vont désormais avoir un contrôle absolu sur le Parlement et la voie libre pour mener leur programme ambitieux de réformes.

L'annonce de la victoire a été accueillie par une explosion de joie et un tonnerre d'applaudissements au quartier général électoral du PDJ, dans le quartier tokyoïte branché de Roppongi.

En votant pour le changement, les Japonais ont voulu également sanctionner les excès de la politique libérale menée par le PLD au cours des dernières

années, responsable, selon eux, de l'aggravation des disparités sociales, du chômage et de la précarité.

Le président du PDJ, Yukio Hatoyama, 62 ans, qui devrait être nommé Premier ministre par le nouveau Parlement d'ici deux semaines, a promis de mener une politique «au service de la vie des gens», basée sur un programme généreux d'allocations pour les retraités, les familles et les plus démunis.

Partisan de la relance économique par la consommation, il a promis également la gratuité partielle de l'éducation, une prime à la naissance et la suppression des péages sur les autoroutes.

Le PDJ a chiffré à 16 800 milliards de yens (125 milliards d'euros) le coût annuel de son programme à partir de 2012, qu'il compte financer en faisant la chasse aux «gaspillages» budgétaires, comme les travaux publics superflus et les subventions clientélistes aux régions, et en réduisant les salaires des fonctionnaires.

Riche héritier d'une longue dynastie d'hommes politiques souvent comparée aux Kennedy, le futur Premier ministre est partisan d'un Japon plus indépendant à l'égard des Etats-Unis et davantage tourné vers l'Asie, sans toutefois remettre en cause l'alliance stratégique avec son allié américain.

Le PDJ, qui n'a jamais gouverné, prend les rênes d'un pays qui sort à peine de la pire récession de l'après-guerre et certains doutent de sa capacité à mener de front toutes les réformes sans augmenter les impôts.

Conscient de cette faiblesse, le PDJ devrait nommer dès aujourd'hui une équipe restreinte qui sera chargée d'assurer une transition en douceur avec l'administration sortante, sur le modèle de ce qui se pratique aux Etats-Unis.

Histoire aussi de se roder à leurs nouvelles responsabilités. Certains analystes s'interrogent aussi sur la capacité du PDJ à surmonter ses dissensions internes, entre d'un côté d'ex-conservateurs dissidents du PLD, parfois très nationalistes, et de l'autre d'anciens socialistes.

L'entrée dans le gouvernement de deux autres partis d'opposition, le Parti social-démocrate (PSD-gauche) et le Nouveau parti du peuple (NPP-droite nationaliste), comme l'a promis M. Hatoyama, ne devrait pas non plus faciliter les choses.

Le PLD, artisan du «miracle économique» qui a fait du Japon la deuxième puissance économique du monde, s'est retrouvé hier relégué dans l'opposition pour la deuxième fois de sa longue histoire à la tête du Japon.

En 1993-94, il avait dû céder le pouvoir à une coalition hétéroclite qui n'avait duré que dix mois.

Aujourd'hui, il a face à lui un vrai grand parti d'opposition, maître du Parlement, qui va tout faire pour durer.

Sa traversée du désert sera certainement mise à profit pour refonder le parti. Le Premier ministre sortant Taro Aso, grand perdant de ces élections, pourrait annoncer rapidement sa démission.